



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Unité Interdépartementale Gard-Lozère**

Nîmes, le

23 AVR. 2021

Subdivision Déchets

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL N° 2021-031 DREAL

mettant en demeure la **SAS Aubord Recyclage** de respecter les articles 1.3, 3.7.2, 3.7.3 et 3.7.5 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25 février 2011 sur la commune d'**AUBORD**

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27/03/2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25/02/2011 autorisant la création et l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages, de déchets de métaux, ainsi que d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage et de découpage de véhicules hors d'usage et portant agrément de ladite installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage par la SAS AUBORD RECYCLAGE, agrément n°PR30.00022.D, sur la commune d'AUBORD ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 février 2021 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 26 février 2021 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant au courrier du 23 février 2021 ;

Considérant que la SAS AUBORD RECYCLAGE exploite un centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages, de déchets de métaux, ainsi qu'une installation de stockage, de dépollution, de démontage et de découpage de véhicules hors d'usage pour laquelle il est titulaire d'un agrément valide à la date de l'inspection sur la commune d'AUBORD ;

Considérant que l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25/02/2011 prévoit que l'aire extérieure prévue pour l'entreposage et le broyage des ferrailles soit installée sur une dalle bétonnée d'une surface de 4900 m² ;

Considérant que la visite d'inspection réalisée le 5 février 2021 a permis de constater la présence de 4 trous dans la dalle en béton de l'aire extérieure d'environ 4 m² chacun, au niveau de la pelle mobile et du broyeur cisailleur ;

Considérant que ceci constitue une non-conformité à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25/02/2011;

Considérant que l'article 3.7.2 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25/02/2011 prescrit à l'exploitant d'établir et de tenir à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site contenant les informations suivantes : la date de réception des déchets, le nom et l'adresse du détenteur des déchets, la nature, la quantité de chaque déchet reçu et le code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R 541-8 du Code de l'environnement, l'identité du transporteur des déchets, le numéro d'immatriculation du véhicule et l'opération subie par les déchets dans l'installation ;

Considérant que la visite d'inspection réalisée le 5 février 2021 a permis de constater que l'exploitant ne possède pas de registre de suivi des déchets entrants contenant les informations définies à l'article 3.7.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation ;

Considérant que ceci constitue une non-conformité à l'article 3.7.2 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25/02/2011;

Considérant que l'article 3.7.3 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25/02/2011 prescrit à l'exploitant de remettre au producteur de déchets un bon de prise en charge des déchets entrants mentionnant les informations listées sur le registre des déchets entrants définies à l'article 3.7.2 du même arrêté ;

Considérant que la visite d'inspection réalisée le 5 février 2021 a permis de constater que les bons remis aux producteurs de déchets par l'exploitant ne mentionnent pas les informations listées sur le registre des déchets entrants définies à l'article 3.7.2 ;

Considérant que ceci constitue une non-conformité à l'article 3.7.3 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25/02/2011;

Considérant que l'article 3.7.5 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25/02/2011 prescrit à l'exploitant d'établir et de tenir à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation contenant les informations suivantes : la date de l'expédition, le nom et l'adresse du repreneur, la nature, la quantité de chaque déchet expédié et le code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R 541-8 du code de l'environnement, l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et le code du traitement qui va être opéré ;

Considérant que la visite d'inspection réalisée le 5 février 2021 a permis de constater que l'exploitant ne possède pas de registre de suivi des déchets sortants contenant les informations définies à l'article 3.7.5 de son arrêté préfectoral d'autorisation ;

Considérant que ceci constitue une non-conformité à l'article 3.7.5 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25/02/2011;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux articles L511-1 et L541-13 du code de l'environnement ;

Considérant que la SAS AUBORD RECYCLAGE pour son site d'Aubord, conformément aux dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de respecter les prescriptions applicables reprises dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRETE

Article 1er -

La SAS AUBORD RECYCLAGE dont le siège social se trouve rue Hubert Reeve, ZA La Grande Terre, 30620 AUBORD, est mise en demeure sous un délai de 3 mois, pour son centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages, de déchets de métaux, ainsi que pour son installation de stockage, de dépollution, de démontage et de découpage de véhicules hors d'usage situé à Aubord :

- de se conformer aux prescriptions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25 février 2011, en rebouchant suivant les règles de l'art les quatre trous dans la dalle bétonnée de la plateforme de traitement des ferrailles ;
- de se conformer aux prescriptions de l'article 3.7.2 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25 février 2011, en mettant en place un registre d'entrée respectant les dispositions de son arrêté d'autorisation ;
- de se conformer aux prescriptions de l'article 3.7.5 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25 février 2011 en mettant en place un registre des déchets sortants respectant les dispositions de son arrêté d'autorisation ;
- de se conformer à l'article 3.7.3 de l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25 février 2011, en établissant des bons de prise en charge des déchets entrants mentionnant les informations listées sur le registre des déchets entrants définies à l'article 3.7.2 de ce même arrêté.

Article 2

Conformément aux articles L 171-11 et L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr :

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux paragraphes 1 et 2.

Article 3

Le présent arrêté sera notifié à la SAS AUBORD RECYCLAGE et sera adressé à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard ;
- Monsieur le Maire de la commune d'AUBORD ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, d'Occitanie, Inspecteur de l'Environnement,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète,



Marie-Françoise LECAILLON